



Préavis n° 01/04.2016 – section des écoles

Modification des statuts de l'Association Scolaire Intercommunale de Saint-Prex et Environs (ASISE)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Préambule

Les Communes de Denens, Lussy-sur-Morges, Saint-Prex, Villars-sous-Yens et Yens sont membres de l'ASISE et les statuts de cette association sont entrés en vigueur en 2011.

L'ASISE étant une association de Communes au sens des articles 112 et suivants de la loi sur les Communes (LC), la modification de ses statuts relève de la compétence du Conseil intercommunal, conformément à l'art. 126 al. 1 LC.

Cependant, certaines modifications, en particulier celles décrites à l'art. 126 al. 2 LC, nécessitent l'approbation de la majorité des conseils généraux, respectivement communaux.

Ainsi, lors de la séance du Conseil intercommunal de l'ASISE du 12 mars 2015, les modifications des statuts ont été approuvées et certaines d'entre elles nécessitent l'approbation des conseils généraux, respectivement communaux.

Conformément à la procédure décrite à l'art. 113 LC, un avant-projet de statut a été soumis à une commission de votre conseil (art. 113 al. 1 ter) qui a pu faire part de ses remarques et a approuvé ces modifications.

Les projets de modifications de statuts ne peuvent pas être amendés. Ils peuvent soit être approuvés par les conseils généraux, respectivement communaux soit être refusés.

Exposé des motifs

Plusieurs articles des statuts relevant de la compétence du Conseil intercommunal ont été modifiés afin de se mettre en conformité avec la LEO (loi sur l'enseignement obligatoire). Il s'agit notamment ceux portant sur les transports scolaires, cantines et repas.

Outre la mise en conformité des statuts induite par la LEO et le RLEO susmentionnés, les modifications apportées portent sur l'introduction de la notion de plafond d'endettement appliquée à l'ASISE dans l'acquisition de mobiliers scolaires par l'Association en marge des nouvelles constructions scolaires et subsidiairement sur des mises à jour ayant trait à des aspects fonctionnels de l'ASISE.

Les articles de loi régissant les plafonds communaux et par analogie ceux des Associations intercommunales sont les suivants:

Art. 143 LC - Emprunts

«Au début de chaque législature, les Communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les Communes qui en prend acte.

Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.

Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.

Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des Communes.

Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.»

Règlement sur la comptabilité des Communes: Art. 22a RCom – Réactualisation du plafond d'endettement

«Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une Commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.

Dans son examen, celui-ci se fonde sur:

- *le budget et les comptes annuels de la commune concernée,*
- *une planification financière.*

La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et les ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.»

Le plafond d'endettement peut être soumis au référendum communal (art. 107 LEDP).

Si une Commune se trouve dans l'obligation de modifier son plafond d'endettement en cours de législature, le Conseil d'Etat examinera la situation de la commune concernée en application des dispositions fixées à l'art. 22a RCom ci-dessus.

Statuts ASISE révisés

Textes actuels	Textes futurs
CHAPITRE 1	CHAPITRE 1 Dénomination, buts, siège, durée
<p>Article 1 dénomination, buts, siège, durée</p> <p>Sous le nom ASISE, les Communes de Denens, Lussy-sur-Morges, Saint-Prex, Villars-sous-Yens et Yens constituent une Association Intercommunale au sens des articles 112 à 128 de la loi sur les Communes du 28 février 1956 (LC) et des présents statuts.</p>	<p>Article 1 Dénomination</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 2 LS et RLS</p> <p>L'ASISE a pour but de pourvoir aux besoins de la scolarité obligatoire à la charge des Communes pour le cycle initial, les cycles primaires, le cycle de transition et le degré secondaire, des enfants domiciliés sur le territoire des Communes associées, conformément aux dispositions légales en la matière, notamment de la loi scolaire (LS) et de son règlement d'application (RLS). Il s'agit en particulier des prestations dont les frais sont définis à l'art. 114 alinéa 2 de la LS, à savoir, la mise à disposition des locaux et des installations scolaires destinés à l'enseignement, ainsi que les transports scolaires.</p>	<p>Article 2 Buts</p> <p>Buts principaux (art. 27, 28, 29 et 30 LEO)</p> <p>L'ASISE exerce les compétences et assume les tâches dévolues aux Communes en lien avec l'enseignement obligatoire pour les degrés 1-11 des enfants domiciliés sur le territoire des Communes associées, conformément aux dispositions légales en la matière, notamment la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) du 7 juin 2011 et de son règlement d'application du 2 juillet 2012 (RLEO).</p> <p>Il s'agit en particulier de la mise à disposition et de la gestion des locaux et installations scolaires nécessaires à l'enseignement, ainsi que des transports scolaires et des devoirs surveillés.</p>

<p>A moins que des raisons d'organisation, des besoins pédagogiques ou l'intérêt général n'imposent une autre solution, l'Association s'efforcera de mettre à disposition des locaux fournis par les Communes, permettant aux élèves des cycles primaires de fréquenter, dans la mesure du possible, un bâtiment scolaire dans ou proche de leur commune de domicile.</p> <p>D'autres activités parascolaires sont également possibles si elles s'inscrivent dans un cadre d'intérêt public et régional.</p>	<p>A moins que des raisons d'organisation, des besoins pédagogiques ou l'intérêt général n'imposent une autre solution, l'Association s'efforcera de mettre à disposition des locaux fournis par les Communes, permettant aux élèves des degrés 1-8 de fréquenter, dans la mesure du possible, un bâtiment scolaire dans ou proche de leur commune de domicile.</p> <p>De plus, d'autres activités parascolaires telles que les cantines scolaires, l'accueil des élèves en dehors des heures d'école sont possibles si elles s'inscrivent dans un cadre d'intérêt public et régional.</p>
<p>Article 3</p> <p>L'ASISE a son siège à Saint-Prex, sa durée est indéterminée.</p>	<p>Article 3 Siège – Durée (Art. 115 LC)</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 4</p> <p>L'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat confère à l'ASISE la personnalité morale de droit public.</p>	<p>Article 4 Personnalité (Art. 113 LC)</p> <p>Inchangé</p>
<p>CHAPITRE 2</p> <p>Organes de l'Association</p>	<p>CHAPITRE 2</p> <p>Organes de l'Association</p>
<p>Article 5</p> <p>Les organes de l'ASISE sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le Conseil intercommunal b) le Comité de direction c) la Commission de Gestion 	<p>Article 5 Organes (Art. 116 LC)</p> <p>Inchangé</p>

A) Le Conseil intercommunal	A) Le Conseil intercommunal
<p>Article 6 (art. 119 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal est composé de 18 délégués des Communes associées de l'ASISE.</p> <p>A l'exception de Saint-Prex, les Communes associées disposent chacune de trois délégués, soit un délégué municipal en fonction choisi par la Municipalité, deux délégués choisis parmi ses membres par le Conseil communal ou général ;</p> <p>La Commune de Saint-Prex dispose d'un nombre de délégués égal à la moitié des délégués des autres Communes. Cette délégation comprend deux délégués municipaux choisis par la Municipalité et quatre délégués choisis par le Conseil communal parmi ses membres</p>	<p>Article 6 Rôle du Conseil intercommunal (Art. 119 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal joue dans l'association le rôle de Conseil général ou communal dans la commune.</p> <p>Il nomme en son sein, à la fin de chaque année (période du 1er juillet au 30 juin), son président, son vice-président, deux scrutateurs et deux scrutateurs suppléants.</p> <p>Le bureau du Conseil est formé du président, du vice-président, des deux scrutateurs et deux suppléants.</p> <p>Le président et le vice-président sont rééligibles.</p> <p>Le Conseil intercommunal nomme en outre un secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du Conseil intercommunal. Il est désigné pour cinq ans au début de la législature et est rééligible.</p>
<p>Article 7 (art. 115 et 117 LC)</p> <p>Le mandat de délégué est de la même durée que celui des conseillers communaux. Dans les Communes où il y a un Conseil général, il est de la même durée que celui des conseillers municipaux.</p> <p>La désignation des délégués a lieu au début de chaque législature communale.</p> <p>Les délégués sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés.</p>	<p>Article 7 Composition (art. 115 LC et 117 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal est composé de 18 délégués des Communes associées de l'ASISE.</p> <p>A l'exception de Saint-Prex, les Communes associées disposent chacune de trois délégués, soit un délégué municipal en fonction choisi par la Municipalité, deux délégués choisis parmi ses membres par le Conseil communal ou général.</p>

<p>En cas de vacance, il est pourvu sans retard à leur remplacement. Le mandat des délégués ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours.</p> <p>Il y a notamment vacance lorsqu'un membre de la délégation fixe perd sa qualité de conseiller municipal ou est nommé au Comité de direction, ou lorsqu'un membre de la délégation variable perd sa qualité de conseiller général ou communal.</p>	<p>La Commune de Saint-Prex dispose d'un nombre de délégués égal à la moitié des délégués des autres Communes. Cette délégation comprend deux délégués municipaux choisis par la Municipalité et quatre délégués choisis par le Conseil communal parmi ses membres.</p>
<p>Article 8 (art. 119 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal est l'organe délibérant de l'Association.</p> <p>Il nomme en son sein, à la fin de chaque année, son président, son vice-président, deux scrutateurs et deux scrutateurs-suppléants.</p> <p>Le Président et le vice-président sont rééligibles.</p> <p>Le Conseil intercommunal nomme en outre un secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du Conseil intercommunal. Il est désigné pour cinq ans au début de la législature et est rééligible.</p>	<p>Article 8 Durée du mandat (art. 118 LC)</p> <p>Le mandat de délégué est de la même durée que celui des conseillers municipaux et communaux.</p> <p>La désignation des délégués a lieu au début de chaque législature communale.</p> <p>Les délégués sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés.</p> <p>En cas de vacance, il est pourvu sans retard à leur remplacement. Le mandat des délégués ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours.</p> <p>Il y a notamment vacance lorsqu'un délégué perd sa qualité de conseiller municipal, conseiller communal ou conseiller général ou est nommé au Comité de direction.</p>
<p>Article 9 (art. 24, 25 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué, au moins vingt jours à l'avance, cas d'urgence réservés. Une copie de la convocation est adressée pour information à chaque Municipalité.</p>	<p>Article 9 Convocations (art. 24, 25 et 27 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal est convoqué par écrit par son président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau, au moins dix jours à l'avance, cas d'urgence réservés. Une copie de la convocation est adressée pour information à chaque Municipalité.</p>

<p>L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour, qui est établi d'entente entre le président et le Comité de direction. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.</p>	<p>Le Conseil intercommunal se réunit sur convocation de son président, à la demande du Comité de direction, ou lorsqu'un cinquième de ses membres en fait la demande, mais au moins deux fois par an.</p> <p>L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la séance, qui est établi d'entente entre le président du Conseil intercommunal et celui du Comité de direction. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.</p>
<p>Article 10 (Art. 27 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal se réunit sur convocation de son président, à la demande du Comité de direction, ou lorsqu'un cinquième de ses membres en fait la demande, mais au moins deux fois par an.</p> <p>Les délibérations du Conseil intercommunal sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire. Le procès-verbal est adressé aux Municipalités et aux membres.</p> <p>Les délibérations du Conseil intercommunal sont publiques, sous réserve de l'application de l'article 27 LC.</p>	<p>Article 10 Délibérations (Art. 27 LC)</p> <p>Les délibérations du Conseil intercommunal sont publiques, sous réserve du huis-clos en application de l'article 27 al 2 LC ; elles sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire ou de leurs remplaçants. Le procès-verbal est adressé aux Municipalités et aux membres.</p>
<p>Article 11 (Art. 26 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal ne peut délibérer valablement que si les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres, et si les deux tiers des Communes sont représentées.</p>	<p>Article 11 Quorum (Art. 26 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal ne peut délibérer que si les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres, et si les deux tiers des Communes sont représentées.</p>

<p>Si ces deux conditions ne sont pas réalisées, une nouvelle séance sera convoquée avec le même ordre du jour, dans les meilleurs délais ; le Conseil intercommunal pourra alors délibérer même si le quorum des Communes n'est pas atteint, le quorum des membres présents selon l'alinéa premier étant toujours requis.</p> <p>Chaque délégué a droit à une voix.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des suffrages valablement exprimés. Le président ne vote pas. En cas d'égalité, il départage.</p>	<p>Si ces deux conditions ne sont pas réalisées, une nouvelle séance est convoquée avec le même ordre du jour, dans un délai de cinq jours au plus tôt; le Conseil intercommunal pourra alors délibérer même si le quorum des Communes n'est pas atteint, celui des membres devant l'être.</p>
	<p>Article 12 Droit de vote (Art. 120 LC)</p> <p>Chaque délégué a droit à une voix.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés. Le président ne prend pas part au vote. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.</p>
<p>Article 12 (art. 120a LC, art. 112 ss LEDP)</p> <p>Les décisions du Conseil intercommunal sont affichées, dans les quatorze jours, aux piliers publics des Communes associées.</p> <p>Les décisions soumises au référendum sont en outre publiées, dans les quatorze jours, dans la Feuille des Avis Officiels par le Comité de direction. La date d'échéance du délai de dépôt d'une demande de référendum fait partie explicitement de la publication.</p>	<p>Article 13 Décisions (art. 120 a LC, Art. 112 ss LEDP)</p> <p>Le Comité de direction fait publier les objets soumis au référendum et ne nécessitant pas l'approbation du canton, dans la Feuille des avis officiels (FAO), dans les quatorze jours qui suivent leur adoption, avec la mention des conditions référendaires.</p> <p>Les Municipalités des communes-membres font aussi afficher ces objets au pilier public communal.</p>

	Font exceptions les décisions, règlements ou parties de règlements devant obtenir l'approbation cantonale. Dans ce cas, les objets y relatifs sont publiés dans la FAO par le canton, après approbation. Le délai référendaire court dès la date de cette publication.
<p>Article 13 (art. 4, art. 115 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal a les attributions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. désigner son président, son vice-président, son secrétaire, les scrutateurs et les suppléants; 2. nommer le Comité de direction sur proposition des Municipalités et le président de ce dernier; 3. nommer la Commission de Gestion; 4. fixer les indemnités des membres du Conseil intercommunal et du Comité de direction; 5. contrôler la gestion; 6. adopter le budget, y compris les prix de location des locaux et installations, et les comptes annuels; 7. décider les dépenses extrabudgétaires; 8. adopter/modifier les statuts, sous réserve de l'article 126 LC ; 9. autoriser le Comité de direction à plaider ; 10. adopter le statut des collaborateurs de l'ASISE et la base de leur rémunération; 11. adopter les conventions pour l'utilisation des locaux loués par l'ASISE; 12. adopter les conventions pour l'utilisation non scolaire des locaux et installations appartenant à ou loués par l'ASISE ; 13. adopter les avenants fixant les loyers des locaux et installations scolaires loués par l'ASISE; 	<p>Article 14 Compétences (art. 4, 114 et 115 LC)</p> <p>Le Conseil intercommunal a les attributions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. désigner son président, son vice-président, son secrétaire, les scrutateurs et les suppléants; 2. nommer le Comité de direction sur proposition des Municipalités et le président de ce dernier; 3. nommer la Commission de Gestion; 4. fixer les indemnités des membres du Conseil intercommunal et du Comité de direction; 5. autoriser tout emprunt et cautionnement dans les limites du plafond d'endettement fixé à Fr. 2'000'000.-; 6. contrôler la gestion; 7. adopter le budget et les comptes annuels; 8. décider les dépenses extrabudgétaires ; 9. adopter/modifier les statuts, sous réserve de l'article 126 al. 2 LC; 10. autoriser le Comité de direction à plaider; 11. adopter le statut des collaborateurs de l'ASISE et la base de leur rémunération; 12. adopter les conventions pour l'utilisation des locaux loués par l'ASISE; 13. adopter les conventions pour l'utilisation non scolaire des locaux et installations appartenant à ou loués par l'ASISE;

14. adopter le Règlement du Conseil d'Etablissement, et de manière générale, prendre toutes les décisions autorisées par la loi et les présents statuts.	14. adopter/modifier le Règlement du Conseil intercommunal, le Règlement du Conseil d'établissement, et de manière générale, prendre toutes les décisions autorisées par la loi et les présents statuts.
B) Le Comité de direction	B) Le Comité de direction
<p>Article 14</p> <p>Le Comité de direction exerce, dans le cadre de l'activité de l'Association, les fonctions de l'exécutif communal ; il remplit notamment le rôle de Municipalité répondante au sens de la loi scolaire.</p>	<p>Article 15 Rôle (art. 27 à 30 LEO, Art. 122 LC)</p> <p>Le Comité de direction exerce, dans le cadre de l'activité de l'Association, les compétences attribuées aux Municipalités; il remplit notamment le rôle de Municipalité répondante au sens de la Loi scolaire sur l'enseignement obligatoire.</p>
<p>Article 15</p> <p>Le Comité de direction est composé de cinq membres choisis parmi leur Exécutif respectif.</p> <p>Pour la Commune de Saint-Prex: 2 délégués.</p> <p>Pour la Commune de Yens: 1 délégué.</p> <p>Pour la Commune de Denens: 1 délégué.</p> <p>Pour les Communes de Lussy-sur-Morges et Villars-sous-Yens: 1 délégué en alternance.</p> <p>Le Comité est élu pour la durée de la législature.</p> <p>En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard au remplacement. Le mandat du membre du Comité de direction ainsi nommé prend fin à l'échéance de la législature en cours.</p>	<p>Article 16 Composition</p> <p>Le Comité de direction est composé de cinq membres choisis par le Conseil intercommunal parmi leur exécutif selon l'art. 119 al.2 et 121 LC.</p> <p>Pour la Commune de Saint-Prex: 2 délégués.</p> <p>Pour la Commune de Yens: 1 délégué.</p> <p>Pour la Commune de Denens: 1 délégué.</p> <p>Pour les Communes de Lussy-sur-Morges et Villars-sous-Yens: 1 délégué en alternance.</p>

<p>Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de direction perd sa qualité de conseiller municipal de la Commune qu'il représente.</p>	
<p>Article 16 (Art. 119 et 121 LC)</p> <p>A l'exception du président désigné par le Conseil intercommunal, le Comité de direction se constitue lui-même.</p> <p>Il nomme un vice-président et un secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du Comité de direction ; dans ce cas, il ne dispose d'aucun des droits inhérents à la qualité de membre du Comité de direction.</p>	<p>Article 17 Constitution (Art. 119 et 121 LC)</p> <p>A l'exception du président désigné par le Conseil intercommunal, le Comité de direction se constitue lui-même.</p> <p>Le Comité de direction nomme un vice-président et un secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du Comité de direction; dans ce cas il ne dispose d'aucun des droits inhérents à la qualité de membre du Comité.</p>
<p>Article 17</p> <p>Le président, ou à défaut le vice-président, convoque le Comité de direction lorsqu'il le juge utile, ou à la demande de deux autres membres.</p> <p>Les délibérations du Comité de direction sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire.</p>	<p>Article 18 Durée du mandat</p> <p>Le Comité est élu pour la durée de la législature.</p> <p>En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard au remplacement.</p> <p>Le mandat du membre du Comité de direction ainsi nommé prend fin à l'échéance de la législature en cours.</p> <p>Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de direction remet son mandat ou perd sa qualité de conseiller municipal de la commune qu'il représente.</p> <p>Les membres du Comité de direction sont rééligibles.</p>
<p>Article 18</p> <p>Le Comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité de ses membres est présente.</p> <p>Chaque membre du Comité de direction a droit à une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.</p>	<p>Article 19 Convocation (Art. 73 LC)</p> <p>Le président, ou à défaut le vice-président, convoque le Comité de direction lorsqu'il le juge utile, ou à la demande de la moitié des autres membres.</p>

	<p>Article 20 Délibérations (Art. 64 LC)</p> <p>Les délibérations du Comité de direction sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire.</p> <p>Le Comité de direction informe les Municipalités de l'ASISE dans le cadre du Conseil intercommunal.</p> <p>Les délibérations et le procès-verbal ne sont pas publics.</p>
	<p>Article 21 Quorum (Art. 65 LC)</p> <p>Le Comité de direction ne peut délibérer que si le nombre des membres présents forme la majorité absolue du nombre total de ses membres.</p> <p>Chaque membre du Comité de direction a droit à une voix ; les décisions sont prises à la majorité. Le président prend part au vote ; en cas d'égalité, il départage.</p>
<p>Article 19</p> <p>L'ASISE est valablement engagée envers les tiers par la signature collective à deux du président ou du vice-président et celle du secrétaire ou de son remplaçant choisi au sein du Comité de direction.</p>	<p>Article 22 Signature (Art. 67 LC)</p> <p>L'ASISE est valablement engagée envers les tiers par la signature collective à deux du président du Comité de direction (ou, en cas d'empêchement, par le vice-président) et du secrétaire ou de son remplaçant désigné par le Comité de direction et choisi en son sein.</p>
<p>Article 20</p> <p>Le Comité de direction a notamment les attributions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. exécuter les décisions prises par le Conseil intercommunal ; 2. exercer les attributions qui lui sont déléguées par le Conseil intercommunal ; 3. nommer et destituer le personnel engagé par l'ASISE ; 4. fixer le traitement à verser dans chaque cas ; exercer le pouvoir disciplinaire ; 	<p>Article 23 Compétences</p> <p>Le Comité de direction a notamment les attributions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. exécuter les décisions prises par le Conseil intercommunal ; 2. exercer les attributions qui lui sont déléguées par le Conseil intercommunal ; 3. élire son vice-président et nommer son secrétaire ; 4. présenter les comptes et préparer le budget ;

<p>5. exercer dans le cadre de l'ASISE les attributions dévolues aux Municipalités, notamment par la législation scolaire, pour autant que ces attributions ne soient pas confiées par la loi ou les statuts au Conseil intercommunal;</p> <p>6. désigner les membres politiques siégeant au Conseil d'établissement, soit un représentant par Commune associée de l'ASISE;</p> <p>7. entreprendre les démarches auprès des Communes associées de l'ASISE pour obtenir la rénovation, la transformation ou la construction de locaux scolaires;</p> <p>8. adopter le plan des transports scolaires des établissements primaire et secondaire et procéder à son attribution;</p> <p>9. proposer les loyers des locaux et installations scolaires à soumettre au Conseil intercommunal;</p> <p>10. fixer le montant de la finance d'écologie pour les élèves domiciliés hors de l'arrondissement;</p> <p>11. proposer l'acquisition du mobilier et des équipements d'enseignement;</p> <p>12. conclure les diverses assurances de personnes et de choses de manière uniforme;</p>	<p>5. nommer et destituer le personnel engagé par l'ASISE ; fixer le traitement à verser dans chaque cas ; exercer le pouvoir disciplinaire;</p> <p>6. exercer dans le cadre de l'ASISE les attributions dévolues aux Municipalités, notamment par la législation scolaire, pour autant que ces attributions ne soient pas confiées par la loi ou les statuts au Conseil intercommunal;</p> <p>7. désigner les membres politiques siégeant au Conseil d'établissement, soit un représentant par Commune associée de l'ASISE et collaborer avec la direction d'établissement scolaire en vue de désigner les représentants des milieux et des organisations concernées par la vie de ceux-ci (article 35 de la LEO);</p> <p>8. entreprendre les démarches auprès des Communes associées de l'ASISE pour obtenir la rénovation, la transformation ou la construction de locaux scolaires;</p> <p>9. Sur la base du règlement sur les transports adopté par l'autorité délibérante, décider le plan des transports scolaires de l'établissement et procéder à son attribution;</p> <p>10. d'entente avec la direction de l'établissement concerné et les autorités cantonales, décider de la planification et de la mise à disposition des locaux, installations et équipements nécessaires (article 27 de la LEO);</p> <p>11. fixer les loyers des locaux et installations scolaires à soumettre au Conseil intercommunal;</p> <p>12. conclure les diverses assurances de personnes et de choses de manière uniforme;</p>
---	---

<p>13. fixer de manière uniforme les subsides attribués aux activités parascolaires;</p> <p>14. permettre à chacune des Municipalités de s'informer ou de formuler des propositions relatives aux problèmes et activités de l'ASISE;</p> <p>15. engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles, mais seulement jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le Conseil intercommunal en début de législature.</p>	<p>13. fixer de manière uniforme les subsides attribués aux activités parascolaires;</p> <p>14. permettre à chacune des Municipalités de s'informer ou de formuler des propositions relatives aux problèmes et activités de l'ASISE.</p> <p>15. engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles, mais seulement jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le Conseil intercommunal en début de législature;</p> <p>16. décider de l'utilisation du crédit extrabudgétaire mis à sa disposition selon l'article 14 chiffre 8 des présents statuts;</p>
<p>Article 21</p> <p>Le Comité de direction peut déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. La délégation de pouvoir est exclue en ce qui concerne la nomination et la destitution du personnel et l'exercice du pouvoir disciplinaire.</p>	<p>Article 24 Délégation de pouvoirs</p> <p>Le Comité de direction peut déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. La délégation de pouvoir est exclue en ce qui concerne la nomination et la destitution du personnel et l'exercice du pouvoir disciplinaire.</p> <p>La délégation de pouvoir repose sur une décision ou une procuration écrite signée par le Comité de direction, l'article 22 des présents statuts étant applicable pour le surplus.</p>
<p>CHAPITRE 3</p> <p>Ressources et comptabilité</p>	<p>CHAPITRE 3</p> <p>Ressources et comptabilité</p>
<p>Article 23</p> <p>Les Communes associées s'engagent à mettre à disposition de l'ASISE, dans les bâtiments situés sur leur territoire, des salles de classe, des salles spécialisées, ainsi que des locaux sportifs qui lui sont nécessaires, conçus, équipés et meublés, conformément aux exigences du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture.</p>	<p>Article 26</p> <p>Les Communes associées s'engagent à mettre à disposition de l'ASISE, dans les bâtiments situés sur leur territoire, des salles de classe, des salles spécialisées, ainsi que des locaux sportifs qui lui sont nécessaires, conçus, équipés et meublés, conformément aux exigences du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture.</p>

<p>Les bâtiments et installations scolaires sont loués par l'ASISE aux Communes associées. Chaque Commune reste propriétaire desdits bâtiments et installations scolaires.</p> <p>En contrepartie, ces dernières reçoivent une indemnité annuelle arrêtée par le Comité de direction selon le barème des coûts des bâtiments adopté par le Conseil intercommunal. Les modalités relatives à cette indemnité sont définies dans un avenant faisant partie intégrante des présents statuts.</p>	<p>L'ASISE ne paie aux Communes associées des loyers que sur les locaux indispensables à l'enseignement (les locaux annexes tels que local du concierge, locaux de rangement et autres petits locaux ne sont pas pris en compte dans le calcul des loyers).</p> <p>Chaque Commune reste propriétaire desdits bâtiments et installations scolaires.</p> <p>En contrepartie, ces dernières reçoivent une indemnité annuelle arrêtée par le Comité de direction selon le barème des coûts des bâtiments adopté par le Conseil intercommunal. Les modalités relatives à cette indemnité sont définies dans un avenant faisant partie intégrante des présents statuts.</p>
<p>Article 24</p> <p>La rénovation de bâtiments scolaires existants d'un montant supérieur à Fr. 100'000.– (cent mille) par exercice comptable doit être admise par la majorité des Communes associées et la construction de nouveaux bâtiments scolaires par une Commune est subordonnée à l'accord unanime des autres Communes associées.</p>	<p>Article 27</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 25</p> <p>Dès l'entrée en vigueur des statuts, l'ASISE assumera la gestion financière liée à l'exploitation des bâtiments scolaires des Communes associées conclue avec ces dernières.</p>	<p>Article 28</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 26</p> <p>Les Communes associées mettent à disposition de l'ASISE, dans les bâtiments leur appartenant, des salles de classes répondant aux normes légales en vigueur, ainsi que les locaux annexes nécessaires.</p>	<p>Article 29</p> <p>Inchangé</p>

<p>L'affectation des locaux scolaires mis à disposition des Communes associées relève du Comité de direction sur préavis de la Direction des écoles.</p>	
<p>Article 27</p> <p>Les Communes associées cèdent sans frais le mobilier et le matériel d'enseignement qu'elles mettent à disposition de la nouvelle organisation scolaire.</p> <p>L'acquisition de mobilier et matériel scolaire relève du Comité de direction et du Conseil intercommunal.</p>	<p>Article 30</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 28</p> <p>L'ensemble des locaux scolaires et de leurs annexes sont prioritairement destinés aux activités scolaires.</p> <p>En dehors des heures d'école, les Communes associées propriétaires des locaux peuvent mettre ces derniers à disposition de tiers pour des activités associatives (sport, culture, structure d'accueil des élèves, activités officielles)</p>	<p>Article 31</p> <p>L'ensemble des locaux scolaires et de leurs annexes sont prioritairement destinés aux activités scolaires.</p> <p>En dehors des heures d'école, les Communes associées propriétaires des locaux peuvent mettre ces derniers à disposition de tiers pour des activités associatives (sport, culture, structure d'accueil des élèves, activités officielles). Si ces locaux sont loués à des tiers, les loyers sont alors comptabilisés en produits dans les comptes de l'ASISE, en déduction des locations payées par l'ASISE.</p>
<p>Article 29</p> <p>Participation financière des Communes</p> <p>La participation financière des Communes est calculée subventions obtenues et des recettes éventuelles.</p>	<p>Article 32 <i>Participation financière des communes</i></p> <p>La participation financière des communes est calculée selon le principe du prix coûtant, déduction faite des subventions obtenues et des recettes éventuelles.</p>

1. Locaux scolaires

Les coûts liés aux indemnités fixées selon l'article 23 sont répartis à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves au 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice comptable.

2. Transports scolaires:

L'économie de moyens et de ressources est le principe de base.

2.1. Transports des élèves du cycle initial et des cycles primaires actuels : Les transports domicile-école, sont supportés par chacune des Communes concernées. Les transports liés aux particularités de l'enclassement sont supportés par les Communes membres à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves au 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice.

2.2. Transports des élèves du cycle de transition actuel et des degrés secondaires des Communes membres enclassés à Saint-Prex : les coûts des transports des élèves secondaires sont répartis par moitié à la Commune de Saint-Prex, avec un plafond de CHF 180'000.-- et le solde aux autres Communes membres, à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves au 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice.

1) Locaux scolaires

Les coûts liés aux indemnités fixées selon l'article 26 sont répartis à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice d'un demi en fonction du nombre d'élèves basé sur la moyenne entre le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice comptable et le 1^{er} octobre de l'exercice comptable.

2) Transports scolaires

L'économie de moyens et de ressources est le principe de base.

2.1. Transports des élèves des degrés 1 à 6: Les transports domicile-école, sont supportés par chacune des Communes concernées. Les transports liés aux particularités de l'enclassement sont supportés par les communes membres à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice d'un demi en fonction du nombre d'élèves basé sur la moyenne entre le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice comptable et le 1^{er} octobre de l'exercice comptable.

2.2. Transports des élèves des degrés 7 à 11 des Communes membres enclassés à Saint-Prex: les coûts des transports des élèves enclassés à Saint-Prex sont répartis pour moitié à la Commune de Saint-Prex, avec un plafond de CHF. 180'000.- pour 5 degrés scolaires et le solde aux autres Communes membres, à raison d'un demi en fonction du nombre d'habitants au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves basé sur la moyenne entre le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice comptable et le 1^{er} octobre de l'exercice comptable.

<p>3. Dépenses scolaires générales:</p> <p>Ces coûts comprennent les frais liés à l'administration, aux charges scolaires et parascolaires. Ils comprennent également les émoluments liés au Conseil intercommunal, au Comité de direction, au Conseil d'établissement et aux commissions. Ils se répartissent à raison d'un demi en fonction de la population au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves fréquentant les établissements au 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice.</p> <p>Le Comité de direction exige des Communes concernées le versement d'avances en fonction du plan financier prévu au budget ; en cas de retard dans le paiement, un intérêt de retard sera perçu au taux débiteur du compte-courant ASISE.</p>	<p>3) Dépenses scolaires générales</p> <p>Ces coûts comprennent les frais liés à l'administration, aux charges scolaires et parascolaires. Ils comprennent également les émoluments liés au Conseil Intercommunal, au Comité de Direction, au Conseil d'établissement et aux commissions. Ils se répartissent à raison d'un demi en fonction de la population au 31 décembre de l'exercice et d'un demi en fonction du nombre d'élèves basé sur la moyenne entre le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice comptable et le 1^{er} octobre de l'exercice comptable.</p> <p>Le Comité de Direction exige des communes associées le versement d'avances en fonction du plan financier prévu au budget ; en cas de retard dans le paiement, un intérêt de retard sera perçu au taux débiteur du compte courant de l'ASISE.</p>
<hr/>	<hr/>
<p>Article 30 RCC</p> <p>L'ASISE tient une comptabilité indépendante soumise aux règles de la comptabilité des Communes (RCC).</p> <p>Son budget doit être approuvé par le Conseil intercommunal trois mois avant le début de l'exercice et le bouclage des comptes interviendra dans les trois mois après la fin de l'exercice. Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 15 avril de chaque année.</p> <p>Après vérification par un Organe de révision agréé, les comptes sont soumis à l'examen du Préfet du district de Morges.</p>	<p>Article 33 Comptabilité, budget et gestion (Art.125 et 125 a-b-c LC)</p> <p>L'ASISE tient une comptabilité indépendante soumise aux règles de la comptabilité des Communes (RCC). Son budget doit être approuvé par le Conseil intercommunal trois mois avant le début de l'exercice et le bouclage des comptes interviendra dans les quatre mois après la fin de l'exercice. Le vote sur la gestion et les comptes intervient avant le 15 juillet de chaque année.</p> <p>Après vérification par un organe de révision agréé, les comptes sont soumis à l'examen et au visa du Préfet du district de Morges.</p>

Le budget et les comptes seront communiqués dans les meilleurs délais aux Municipalités concernées.	Le budget, les comptes et le rapport de gestion seront communiqués dès leur adoption par le Conseil intercommunal aux Communes membres de l'Association.
Article 31 L'exercice commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.	Article 34 Exercice comptable Inchangé
CHAPITRE 4 Dispositions finales	CHAPITRE 4 Dispositions finales
Article 32 L'ASISE est exonérée de tout impôt.	Article 35 Impôts Inchangé
Article 33 Toute nouvelle Commune qui demande à faire partie de l'ASISE doit présenter sa demande au Conseil intercommunal qui statue et fixe les modalités d'adhésion, sur préavis du Comité de direction.	Article 36 Adhésion et collaboration (art. 115 LC) Toute nouvelle Commune qui demande à faire partie de l'ASISE doit présenter sa demande au Conseil intercommunal qui statue et fixe les modalités d'adhésion, sur préavis du Comité de direction. L'article 126a LC est réservé L'ASISE peut offrir ou recevoir des prestations de Communes non associées et d'autres entités de droit public par contrat de droit administratif, sur décision du Conseil intercommunal.
Article 34 Moyennant un délai de préavis de cinq ans, le retrait d'une Commune associée ne sera admis qu'au plus tôt pour le 31 juillet 2016.	Article 37 Retrait (art. 115 LC) Moyennant un délai de préavis de cinq ans, le retrait d'une Commune associée ne sera admis qu'au plus tôt pour le 31 juillet 2016.

<p>En cas de retrait, les Communes ne pourront prétendre à une indemnité financière. Par contre, elles resteront solidairement responsables des engagements financiers de l'ASISE pris lorsqu'elles étaient membres de l'Association.</p> <p>Une Commune contrainte de quitter l'ASISE en raison d'une Loi ou d'une décision émanant d'une autorité supérieure peut obtenir, le cas échéant, des dérogations aux conditions de sortie précitées.</p>	<p>En cas de retrait, les Communes ne pourront pas prétendre à une indemnité financière. Par contre, elles resteront solidairement responsables des engagements financiers de l'ASISE pris lorsqu'elles étaient membres de l'Association.</p> <p>En cas de désaccord, les droits et obligations de la Commune qui se retire seront déterminés par des arbitres, conformément à l'article 111 LC.</p> <p>Une Commune contrainte de quitter l'ASISE en raison d'une Loi ou d'une décision émanant d'une autorité supérieure ou de toute autre modification importante indépendante de sa volonté, peut obtenir, le cas échéant, des dérogations aux conditions de sortie précitées.</p>
	<p>Article 38 Modification des statuts (Art. 126 LC)</p> <p>Les statuts peuvent être modifiés par décision du Conseil intercommunal sur proposition du Comité de direction.</p> <p>La modification des buts principaux ou des tâches principales, des règles de représentation des Communes au sein des organes de l'association, l'augmentation du capital de dotation, la modification du mode de répartition des charges et l'élévation du montant du plafond d'endettement nécessitent l'approbation du Conseil général ou communal de chacune des Communes-membres de l'association.</p> <p>Toute modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité.</p>

<p>Article 35 (art. 127, 111 LC)</p> <p>L'ASISE est dissoute par la volonté de tous les Conseils communaux ou généraux. Au cas où tous les Conseils moins un prendraient la décision de renoncer à l'Association, celle-ci serait également dissoute.</p> <p>La liquidation s'opère par les soins des organes de l'ASISE. Les Communes sont responsables solidairement des dettes de l'Association envers des tiers.</p> <p>A défaut d'accord, les droits des Communes associées sur l'actif de l'Association, de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif, sont déterminés par des arbitres, conformément à l'article 111 LC.</p> <p>L'alinéa 3 ci-dessus s'applique même en cas de litige sur les droits et obligations d'une Commune qui se retire de l'ASISE.</p>	<p>Article 39 Dissolution (art. 127 LC)</p> <p>L'ASISE est dissoute par la volonté de tous les Conseils communaux ou généraux. Au cas où tous les Conseils moins un prendraient la décision de renoncer à l'Association, celle-ci serait également dissoute.</p> <p>La liquidation s'opère par les soins des organes de l'ASISE. Les Communes sont responsables solidairement des dettes de l'Association envers des tiers.</p> <p>A défaut d'accord, les droits des Communes associées sur l'actif de l'Association, de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif, sont déterminés par des arbitres, conformément à l'article 111 LC.</p> <p>L'alinéa 3 ci-dessus s'applique même en cas de litige sur les droits et obligations d'une Commune qui se retire de l'ASISE.</p> <p>La décision de dissolution est communiquée au Conseil d'Etat.</p>
<p>Article 36 (Art. 56 LS)</p> <p>Les difficultés que pourrait soulever l'application ou l'interprétation des présents statuts sont soumises aux départements cantonaux concernés.</p>	<p>Article 40 Arbitrage</p> <p>Les difficultés que pourrait soulever l'application ou l'interprétation des présents statuts sont soumises:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. au Département de la formation, de la jeunesse et de la culture si elles ont trait à des questions scolaires, conformément à l'article 141 LEO; b. au Département d'institutions et de la sécurité, pour le reste; c. au Tribunal arbitral prévu à l'article 111 LC dans les cas prévus dans les présents statuts.

<p>Article 37</p> <p>L'ensemble des Conventions et accords en vigueur liant les Communes des établissements primaire et secondaire de l'arrondissement sont abrogées à l'entrée en vigueur des présents statuts.</p> <p>Les Communes signataires des présents statuts renoncent expressément aux Conventions et accords précités et leur substituent les présents statuts.</p>	<p>Supprimé</p>
<p>Article 38 (art. 126 LC)</p> <p>Les statuts peuvent être modifiés par décision du Conseil intercommunal. La majorité est fixée aux deux tiers des suffrages exprimés au sein de ce Conseil.</p> <p>Toute modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité.</p>	<p>Remplacé par Art. 38 ci-dessus</p>
<p>Article 39</p> <p>Les présents statuts entrent en vigueur le 1^{er} août 2011 sous réserve de leur approbation par le Conseil d'Etat.</p>	<p>Article 41</p> <p>Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil d'Etat. Ils abrogent les statuts du 20 décembre 2011.</p>

Incidences financières

Néant.

Impact sur l'environnement

Néant.

Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'accepter les modifications des statuts de l'ASISE telles que présentées et conformément aux modalités d'application rapportées dans le présent préavis.

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 22 mars 2016

Au nom de la Municipalité

Le Syndic		La Secrétaire
		
D. Mosini		A. Guyomard

Délégués municipaux: M^{me} Carine Tinguely, municipale
M. Stéphane Porzi, municipal

Annexes: projet définitif des statuts

Préavis déposé devant le Conseil communal en séance du 27 avril 2016.